

Demande de changement de nom.

Attention : La demande de changement de nom doit faire l'objet d'une double publication : au journal officiel et dans un journal local d'annonces légales
Lettre à envoyer en double exemplaire.

Vos nom et prénoms
Votre adresse complète
Code postal, Ville

Monsieur le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
13, Place Vendôme
75 001 PARIS

Monsieur le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,

Par la présente, et en vertu de l'article 61 du code civil, j'ai l'honneur de solliciter le changement de notre nom de famille car ce dernier présente un caractère ridicule et nous porte préjudice
*OU car ce dernier ayant une consonance étrangère, nous souhaiterions le franciser
OU car nous souhaitons que ce nom illustre survive.*

En effet, (exposez les faits : soit le nom à changer est ridicule et porte préjudice à l'ensemble des membres de la famille qui le portent : donner des exemples dans le vie quotidienne ; soit le nom à changer à une connotation péjorative et porte aussi préjudice : donner des exemples ; et produire tous actes susceptibles d'illustrer les exemples tirés de la vie quotidienne ou des circonstances qui engendrent la confusion ou la moquerie; soit les personnes qui ont portés ce nom l'ont rendu illustre : décrire les circonstances, pourquoi et à quelle occasion ce nom est devenu illustre et les motivations de sa demande de survivance ; soit donner des exemples concrets de l'utilité d'une francisation du nom à des fins d'intégration).

C'est pourquoi nous souhaiterions pouvoir désormais porter le nom de *(Proposer le nom choisi ou les noms choisis dans l'ordre de préférence)*

Dans l'attente de pouvoir obtenir ce changement de nom ; nous vous prions d'agréer,
Monsieur le Garde des Sceaux, l'expression de nos salutations respectueuses.

Fait à (ville), le (date)

Signature(s).

P.J : - tous documents servant au bien fondé de la demande

- consentement écrit de chaque mineur concerné
- exemplaires des journaux dans lesquels la demande de changement a été publiée.
- copie intégrale de l'acte de naissance de chaque personne concernée (demandeur et personnes mineurs)
- fiche familiale d'état civil
- pièce d'identité et de nationalité française ou certificat de nationalité française
- le bulletin B3 du casier judiciaire
- le nom proposé ou les noms proposés dans l'ordre de préférence.